

7 EXPÉRIENCES

En partenariat avec la ville et le PNR, l'association Munster en transition a développé des jardins de légumes et de fruits pour tous, dans l'espace public, à l'école maternelle, aux Restos du cœur et au centre des demandeurs d'asile. « Tous ensemble on peut produire des actions visibles tout de suite avec peu de moyens; il y a un potentiel de choses très simples à développer. Ensuite, depuis les fruits et légumes, on travaille sur le bien-manger et sur la santé: les initiatives se multiplient et se confortent. »
Michel Hutt, président de Munster en transition de Vallée de Munster, en transition

La méthode SPIRAL a été utilisée pour faire évoluer la manière de réaliser les diagnostics sociaux, notamment dans les quartiers populaires. Elle a permis d'ouvrir le champ des réponses et des possibles (logique bottom-up). Une cinquantaine de facilitateurs ont été formés, agents publics mais aussi représentants associatifs et citoyens intéressés. La méthode a été déclinée soit pour des projets, soit au sein de structures sur le bien-être au travail, soit pour animer une concertation locale. « La démarche a permis de mettre de l'humain dans les politiques publiques, de passer d'une conception individuelle à une conception collective du bien-être, de passer rapidement du diagnostic à l'action. »
Hélène Clot, chargée de mission évaluation et observation de l'agglomération Grenoble-Alpes Métropole

« Pour nous, la cohésion sociale c'est la promotion du bien-être pour tous. Nous avons dans un premier temps utilisé SPIRAL pour évaluer les Plans de cohésion sociale de chaque commune. Ce qui est très intéressant c'est l'avantage pour la cohésion sociale de la démarche en elle-même: elle favorise énormément le lien social, elle permet de montrer les responsabilités des uns et des autres et les personnes qui s'impliquent en tirent beaucoup de bénéfices. Ce n'est pas une perte de temps ni une perte de pouvoir pour le politique, car à l'heure où les ressources sont comptées, travailler en transversal et en partenariat permet de co-construire la réponse la plus pertinente en utilisant tous les leviers possibles. »
Carine Jansen, Direction interdépartementale de la Cohésion sociale du Service public de Wallonie

« Sur des problématiques comme celles de l'eau, de la biodiversité et du réchauffement climatique, la collectivité peut arriver à gérer 10 % des problèmes mais les 90 % restants relèvent des acteurs de la société civile. La collectivité doit montrer pourquoi et comment la société a aussi son rôle à jouer pour atteindre des objectifs communs. C'est un changement de paradigme qui nécessite des outils nouveaux. »
Thierry Fayret, vice-président de Brest Métropole Océane

Le conseil général du Nord a sollicité l'ILEP afin d'élaborer, avec les allocataires du RSA et les parties prenantes de l'insertion, des propositions pour nourrir la future politique locale d'insertion. Avec la démarche de coresponsabilité et l'outil SPIRAL, en quelques mois, près de 500 personnes se sont mobilisées et ont produit 166 propositions. « Ce qui est très intéressant c'est la capacité de SPIRAL à impliquer les gens. SPIRAL est une solution peu coûteuse, qui fait avec les ressources d'un territoire. Les étapes de la méthode ont une progression qui fonctionne bien (réflexion personnelle, partage, consensus). En l'espace de 7 mois, nous avons transformé les relations localement, engagé un travail ensemble qui a produit des propositions concrètes, réalistes, nouvelles, pertinentes par rapport à la réalité des besoins locaux. C'est une belle mise en mouvement locale. »
Géraldine Goyat, responsable de projet ILEP, conseil général du Nord

Après la mobilisation de plus de 300 personnes dans les premières étapes de la démarche de coresponsabilité SPIRAL, un premier plan de 10 actions pilotes est élaboré, portant notamment sur l'éducation, la santé, l'insertion sociale, la consommation responsable. Après 6 ans de réalisation, le 2^e plan d'action élargit le précédent et vise à intégrer l'expérimentation dans les politiques publiques de droit commun. « La coresponsabilité, c'est ce qu'attendent les citoyens aujourd'hui: le partage d'une forme de pouvoir et la participation à la vie d'une ville. Cette innovation laisse des traces positives en termes de bien-vivre. L'ensemble des villes du réseau Together est d'accord sur la nécessité de diffuser ces expériences, de les propager pour que le bien-être puisse progresser en Europe. »
Jean Rottner, maire de Mulhouse

« En Gironde, des collègues s'inspirent des méthodes SPIRAL pour élaborer leur futur Agenda 21; d'autres acteurs de la société civile et des collectivités s'en saisissent aussi et nous les soutenons. Mettre en œuvre SPIRAL, c'est faire en sorte que l'usager, le citoyen devienne un véritable acteur des politiques menées. Pour nous élus, ces démarches permettent de prendre du recul en sortant du champ classique de fonctionnement d'une collectivité. Cette nouvelle posture permet d'améliorer la communication entre les gens mais également de sortir des sentiers battus, et au final d'être beaucoup plus productifs! »
Hervé Gillé, conseiller général de la Gironde, délégué au développement durable

Pour démarrer: les méthodes wikiSPIRAL et le réseau Together

- ▶ Ressources de méthodes et d'exemples: <https://wikispiral.org>
- ▶ Espace de collaboration agendas 21 – démarches SPIRAL: <https://wikispiral.org/Agenda21>
- ▶ Animation des territoires de coresponsabilité: <https://respondingtogether.wikispiral.org>
- ▶ Les démarches agenda 21: <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Agenda-21-et-demarches-locales-de-.html>

Commissariat général au développement durable
 Bureau des territoires

Décembre 2014

Bien-être, coresponsabilité, développement durable des territoires: des valeurs communes pour agir

Le bien-être de tous, y compris des générations futures, est au cœur de la transition écologique parce qu'une biodiversité préservée, un changement climatique régulé en sont les conditions.

Cohésion sociale et défi écologique sont inséparables: l'implication de tous est indispensable pour que les initiatives s'imbriquent, se complètent et permettent la mise en mouvement des territoires dans la coresponsabilité sociale et écologique.

Les agendas 21 et les territoires de coresponsabilité s'inscrivent dans cette perspective:

- ▶ les agendas 21 parce qu'ils permettent de doter le territoire d'une vision ambitieuse et partagée pour préserver les biens communs, valoriser les ressources et mieux vivre ensemble aujourd'hui et demain;
- ▶ les territoires de coresponsabilité parce que leur horizon est le bien-être de tous, obtenu grâce à la coproduction entre l'ensemble des acteurs, d'initiatives facilitant la cohésion sociale, la valorisation économique d'un territoire, le développement de services.

Le Conseil de l'Europe a initié cette démarche à partir d'une définition de la cohésion sociale qui mettait en avant la capacité de la société à assurer le bien-être de tous. Depuis, ces territoires se sont constitués en réseau international appelé « Together ».

La rencontre entre « agendas 21 locaux » et « territoires de coresponsabilité » est un enrichissement pour tous, y compris pour développer des solidarités au-delà de nos frontières.



Plus de **400** collectivités en Europe améliorent le bien-être de tous par la coresponsabilité, grâce aux démarches participatives **SPIRAL** (Societal Progress Indicators for the Responsibility of All). Elles sont organisées aujourd'hui au sein du réseau collaboratif international Together.

Pourquoi pas vous ?



Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
 Commissariat général au développement durable
 92 055 La Défense Cedex
 Tél. 33 (0)1 40 81 85 23



Directeur de publication: CGDD/Xavier Bonnet
 Rédaction: Cerema DTerCE/DETC/CTCS/Florence Bordère et Hélène Balazard
 Relecteurs: CGDD/SEEI/IDDDPP4/Céline Brailion et Sandrine Fournis
 Maquette et mise en page: Cerema DTerCE/Dmob/U6/Franca Berland
 Crédits photos: Cerema DTerCE/Dmob/U6/Nathalie Beraud et Flickr/courtesy wikispiral.org
 Certaines illustrations en page une sont issues du site Freepik
 Impression: CGDD



www.developpement-durable.gouv.fr



Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

www.developpement-durable.gouv.fr

Le développement durable,

c'est le BIEN-ÊTRE de tous



Le développement durable,

c'est la CORESPONSABILITÉ



Des gens en pleine santé sur une planète en bonne santé

Face aux limites des ressources de notre planète, devant le besoin d'une perspective infinie de progrès des sociétés humaines et des individus, le développement durable vient proposer un nouvel infini: celui de l'humain, de sa créativité et de ses relations à son environnement social et naturel. Il vise l'harmonie des hommes entre eux et avec la nature, autrement dit le bien-vivre ensemble dans son territoire, y compris pour les générations futures. L'article 1 de la Déclaration de Rio de 1992 énonce que « les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable ».

En replaçant l'humain au cœur du développement durable, des collectivités envisagent le bien-être de tous comme :

« Une boussole de toutes les politiques publiques. »

Thierry Fayret, vice-président de Brest Métropole Océane

... et une entrée fédératrice :

« Travailler sur le bien-être des Girondins d'aujourd'hui et de demain permet de redonner du sens au développement durable et de rendre ses enjeux plus facilement appropriables par les acteurs de la société civile. »

Hervé Gillé, conseiller général de la Gironde, délégué au développement durable et la responsabilité sociétale

Définir ensemble le bien-être de tous pour mesurer la richesse

Depuis l'émergence de la comptabilité nationale, la croissance du PIB sert d'indicateur de référence pour la mesure du progrès des sociétés modernes. Or, le PIB n'évalue que la production économique et ne reflète pas la qualité de vie des citoyens.

Face à ce constat, des institutions et des chercheurs proposent de nouveaux indicateurs plus complets s'appuyant sur la notion de bien-être. Citons par exemple l'Indice de Développement Humain, l'Indicateur de Progrès Véritable, l'Indice de Bien-Être durable, ou les plus récents Better Life Index et Happy Planet Index.

En France, des acteurs s'organisent pour offrir une vision renouvelée de la richesse, comme le collectif Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse ou encore pour redonner au bonheur sa place au cœur de la société, par exemple la Fabrique Spinoza. Pour eux, changer notre regard sur la richesse et sa mesure implique la participation de tous les acteurs de la société.

C'est à cette tâche que s'est attelé le Conseil de l'Europe, dans le cadre de sa stratégie pour la cohésion sociale, en promouvant une démarche participative ambitieuse pour définir, agir collectivement et mesurer autrement le bien-être de tous.

Ensemble sur la même planète

Pour agir à la hauteur des enjeux, le développement durable, en particulier grâce aux agendas 21, invite les collectivités locales, les acteurs économiques, associations, et citoyens à dialoguer pour unir leurs capacités et leurs compétences et répondre ainsi aux défis mondiaux et locaux: lutter contre les inégalités et préserver la cohésion sociale, permettre la transition énergétique et la sauvegarde de notre biodiversité.

La coresponsabilité, c'est considérer que l'on est interdépendant: chacun prend sa part de responsabilité et bénéficie des efforts des autres. C'est construire ensemble les actions locales pour être plus en prise avec les réalités.



LES DÉMARCHES SPIRAL



Participer au bien-être de tous

Une collectivité ne peut définir seule le bien-être de tous, elle a besoin pour cela de travailler avec tous pour définir sa politique de mieux-être. En participant à la conception et à la réalisation des actions, chaque citoyen est reconnu dans ses droits (bien-être de tous sans exclusion) et devoirs (coresponsabilité de tous pour l'atteindre). Cette construction collective produit de la convivialité, de la solidarité et de la réciprocité.

« Les résultats, ce sont des postures entre professionnels et habitants plus confiantes et pour les gens eux-mêmes, on a vu des gens qui se sont reconstruits, ça se voyait, ils ont retrouvé une dignité, une place. Il n'y a qu'une démarche de coresponsabilité qui peut débloquer cette reconnaissance et qui donne une vision globale de ce que souhaitent les gens. »

Sébastien Houssin, ex-chef de projet coresponsabilité, Mulhouse

Un nouveau rôle pour les collectivités locales

La collectivité initie ou facilite la création d'une plateforme multi-acteurs, instance de gouvernance plurielle essentielle. Celle-ci donne le cap: la stratégie, l'objectif, les moyens de l'atteindre. Elle est moteur du processus et garant de la diversité des participants. Souvent, elle s'appuie sur des comités d'acteurs existants pour élargir, renforcer les liens déjà créés (exemple d'un conseil de développement, d'un conseil de quartier, d'un comité local des usagers...). Son rôle est de faciliter le processus mais aussi proposer, si besoin, des moyens de lever des blocages (administratifs, réglementaires, juridiques...).

Les démarches de coresponsabilité (SPIRAL): comment ça marche ?

SPIRAL (Indicateurs de progrès sociétal pour la responsabilité de tous) propose un cadre méthodologique de coresponsabilité pour favoriser l'initiative et créer de nouvelles opportunités socio-économiques, y compris pour les populations les plus vulnérables, en s'appuyant sur les ressources existantes.

Pour cela, après la constitution de la plateforme multi-acteurs rassemblant les groupes sociaux et acteurs du projet pour piloter la démarche, des groupes participatifs se réunissent et se déplacent sur le territoire pour réfléchir et avancer ensemble sur 3 questions :

Pour vous, qu'est-ce que le bien-être ?

Pour vous qu'est-ce que le mal-être ?

Que pouvez-vous faire pour améliorer le bien-être de tous ?

Ces méthodes peuvent être utilisées à différentes fins. Chaque territoire ou organisation pourra ainsi mettre en débat le bien-être au travail, dans un quartier, au sein d'une école ou même une politique publique thématique.

Selon un cheminement méthodologique adapté à chaque contexte, l'ensemble des acteurs et citoyens impliqués contribue, selon des formes collaboratives innovantes, à un plan d'actions qui croise les compétences et ressources de chacun pour développer une vision partagée du bien-être de tous.

Démarches de coresponsabilité (SPIRAL) et agendas 21 : quel enrichissement mutuel ?

Élaborer un diagnostic participatif du bien-être, valorisant toutes les ressources du territoire (naturelles, humaines, patrimoniales...), ce qui permettra de créer des synergies entre les divers diagnostics (agenda 21, Plan climat, analyse des besoins sociaux...).

Élaborer un plan d'actions répondant à des préoccupations à la fois sociales et écologiques.

Enrichir les évaluations par la co-construction d'indicateurs de bien-être pour tous et de mesure des impacts, dans un cadre de mutualisation à l'échelle internationale.

Insuffler une nouvelle dynamique participative car la démarche SPIRAL est attractive pour les gens, elle leur permet de s'impliquer et de s'approprier une politique publique; elle donne aux plus démunis une place dans la société; elle multiplie la participation

avec des groupes qui peuvent en générer d'autres. « Un autre élément très positif c'est de voir des personnes qui, pour la première fois, osent s'impliquer » (Géraldine Goyat, ILEP).

Renouveler les relations locales entre élus, services, citoyens, associations: la démarche est un véritable dialogue territorial des parties prenantes d'une politique publique qui peuvent alors engager de nouvelles collaborations. « On a vu

des groupes prolonger leurs échanges, la défiance est tombée. Retrouver cette capacité de dialogue crée une effervescence nouvelle. » (Géraldine Goyat, ILEP).

Enrichir le réseau international Together avec les agendas 21 et apporter la dimension globale des défis écologiques aux enjeux locaux de cohésion sociale, de lutte contre la pauvreté portés par les territoires du réseau.